La République de l' « autre » Italie : les émigrés politiques italiens en France de 1870 aux années du Front Populaire

The Republic of the 'Other' Italy: Italian Political Emigrants in France From 1870 to the Popular Front

Eva Cecchinato

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12896>

DOI : 10.4000/cdlm.12896

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 157-168

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Eva Cecchinato, « La République de l' « autre » Italie : les émigrés politiques italiens en France de 1870 aux années du Front Populaire », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 99 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12896> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12896>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2021.

© Tous droits réservés

La République de l' « autre » Italie : les émigrés politiques italiens en France de 1870 aux années du Front Populaire

The Republic of the 'Other' Italy: Italian Political Emigrants in France From 1870 to the Popular Front

Eva Cecchinato

- 1 Dans la réalité et dans l'imaginaire, la France est terre d'asile pour les exilés, lieu d'accueil pour les étrangers, mais, pendant les premières années de la Troisième République, il y a un flux d'émigration politique qui se développe aussi de la France vers l'Italie. Il s'agit des militants de la Commune. En même temps, des Italiens qui ont participé aux événements français de 1871 ou simplement des volontaires italiens qui ont combattu avec Garibaldi pendant la guerre franco-prussienne sont frappés par la répression du gouvernement de Versailles.
- 2 Dans certains cas ils réussissent à se réfugier en Suisse, craignant d'être fusillés ou arrêtés. Ce sont des républicains, des démocrates, des internationalistes, souvent des républicains en train de devenir internationalistes ou des internationalistes italiens qui étaient déjà en France.
- 3 Un Italien réfugié à Lugano écrivait en juillet 1871 : « un bon nombre de garibaldiens furent blessés ou fusillés par le gouvernement de Versailles, sans un signe de la part de notre cher gouvernement »¹.
- 4 Les Italiens qui agissent dans l'hexagone en 1870-1871, garibaldiens – 3 000 environ – ou communards – 200 environ –, suscitent la haine et le mépris de la Droite française, pour laquelle ils sont le symbole de la « canaille » internationale qui, selon les réactionnaires, avait apporté le désordre et la révolution. D'ailleurs, les Italiens constituaient le groupe étranger le plus visible parmi les communards : ceci contribua à créer le stéréotype de l'Italien subversif. Dans les décennies suivantes, cette

représentation va se renforcer suite à la croissante émigration politique anarchiste et, en particulier, après l'assassinat de Sadi Carnot par Sante Caserio en 1894².

- 5 Les événements de 1870-1871 sont caractérisés par des mobilités républicaines et déterminent des flux d'émigration qui produisent des évolutions politiques auprès des individus et augmentent les rapports de solidarité et les influences réciproques entre les mouvements des gauches en France, en Italie, en Espagne³. En outre, les communards français qui se réfugient en Italie, les Italiens qui rentrent dans la péninsule et ceux qui envoient des correspondances à la presse italienne, chacun de façon différente, contribuent à renouveler l'image de la France comme espace physique, politique, culturel et symbolique où se passent des événements extraordinaires, lesquels ont des significations transnationales et une valeur universelle.
- 6 Mais la guerre franco-prussienne et la Commune renouvellent aussi une autre représentation : celle des deux France, c'est-à-dire du pays qui n'était pas seulement le berceau des révolutions du XVIII^e et XIX^e siècle, pas seulement la patrie de la libre pensée et de l'aide à la cause de l'unification italienne, mais aussi celle des deux empires des deux Napoléon, la patrie d'un confessionnalisme qui avait soutenu le pouvoir temporel du pape ; pas seulement le pays de la Commune, mais aussi de la répression versaillaise⁴. Il s'agit d'une dualité, d'une opposition qui se prolonge aussi au XX^e siècle. D'ailleurs, en particulier pour les exilés, l'image des deux France correspond à l'idée des deux Italie : par exemple, pendant les dernières décennies du XIX^e siècle, tandis que l'Italie officielle se rangeait aux côtés des Empires centraux, pour les Italiens de l'opposition, défendre l'héritage de la Révolution française signifiait célébrer les valeurs de l'universalisme, rappeler la naissance, l'expérience fondatrice d'une civilisation libérale européenne qui ne devait pas se replier sur elle-même, mais générer toujours de nouvelles formes de libération⁵. Selon le radical Felice Cavallotti, sans un lien avec les principes de 1789 la démocratie en Italie n'avait plus ni passé ni futur⁶.
- 7 En effet en 1889, alors que le gouvernement italien ne participe pas aux célébrations de la Bastille, il existe un front d'opposition très vaste qui revendique sa continuité avec la Révolution française⁷ : pour les anarchistes, les socialistes, les mazziniens devenus ouvriéristes, les radicaux, il s'agissait de réaliser la liberté, la justice, l'égalité sociale, et la fraternité entre les peuples. D'ailleurs, le mythe républicain français fut un des liens les plus importants entre la démocratie du *Risorgimento* et le premier socialisme⁸. On pourrait dire que la délégation italienne démo-républicaine qui rejoint la France pour l'Exposition universelle et pour le centenaire veut représenter l'« autre » Italie : ce sont des républicains comme Felice Albani et Antonio Fratti, auxquels s'ajoute le socialiste Andrea Costa, qui avait été en exil en France dans les années précédentes⁹. En même temps, en Italie, les socialistes de Romagne commémoraient la Révolution française – « source d'inspirations, de fières intentions et d'espoirs » – en faisant référence aux nouvelles Bastilles à démolir : celles de l'oppression économique et de l'iniquité sociale¹⁰. Tandis que dans la péninsule les socialistes souhaitaient la révolution du Quatrième État, Andrea Costa fut contraint de rester en France pour se dérober à une condamnation¹¹ : à Paris il eut l'occasion d'observer avec stupeur et admiration l'intensité de l'agitation électorale, du débat et de la participation politique. Donc en France les institutions républicaines se révélaient capables de garantir l'expression de la volonté du peuple et de légitimer ses représentants¹².

- 8 Le centenaire de 1789 sollicita des initiatives de la part des forces d'opposition italiennes qui avaient fait l'expérience de l'émigration politique en France. Amilcare Cipriani avait combattu très jeune en Italie avec Garibaldi, en 1859, 1862 et 1866. C'était un « révolutionnaire de profession », une figure du volontariat démocratique international et du philhellénisme. En 1863, il avait été en Grèce pour soutenir les insurgés républicains, en 1870 il s'était enrôlé dans l'Armée des Vosges contre les Prussiens et l'année suivante il avait participé à la Commune. Condamné à mort par le gouvernement de Versailles, sa peine avait été commuée en déportation en Nouvelle-Calédonie. Après quelques années de prison en Italie, il était revenu dans l'hexagone en 1888, à la veille du centenaire de la Révolution : avec le soutien des socialistes Alexandre Millerand et Benoît Malon, il fonda à Paris l'Union des peuples latins, qui fut plus tard renommée Fédération internationale des peuples et qui aurait dû être guidée par la France, la patrie de la Bastille, des Droits de l'homme et du citoyen et de la Commune¹³. Selon Cipriani, défendre la France était un geste absolument révolutionnaire, puisqu'il s'agissait du pays qui avait été « le foyer de toutes révolutions »¹⁴. Andrea Costa, qui s'était réfugié lui aussi plusieurs fois dans l'hexagone et qui appréciait la gauche démocratique française, n'était pas d'accord, il était opposé à l'idée de ligues ou d'unions entre des peuples, parce que le but le plus important était toujours la révolution sociale à travers les organisations des travailleurs¹⁵. On peut donc identifier deux formes de francophilie : d'un côté, une francophilie liée à la perspective de l'amitié politique et culturelle entre les peuples latins et méditerranéens, au nom des valeurs universelles humanistes et d'une ancienne tradition historique ; de l'autre, un lien profond avec la France considérée comme un espace d'émancipation sociale et de souveraineté populaire démocratique. Il est évident qu'il s'agit de deux perspectives différentes, mais il est clair aussi que dans l'action politique concrète, surtout en des circonstances historiques urgentes et exceptionnelles, il y avait des entrelacements et des superpositions entre elles : c'est ce qui arriva en 1914-1915 et en 1939, nous le verrons.
- 9 Entre-temps, de la fin du XIX^e siècle à la première guerre mondiale, tandis que l'émigration économique atteignait un haut niveau¹⁶, de nouveaux flux d'émigration politique se dirigèrent de l'Italie vers la France, en particulier après les mesures répressives de 1898. Beaucoup de socialistes franchirent les Alpes : parmi eux Luigi Campolongo, qui, quelques mois plus tard, fonde le Parti socialiste italien à Marseille, où, dans la colonie italienne, était en train de se développer une forte politisation progressiste¹⁷. En même temps, socialistes et anarchistes français s'employaient à contrer la xénophobie qui frappait les travailleurs italiens¹⁸. Malgré les épisodes tragiques comme le massacre d'Aigues Mortes¹⁹, malgré les difficultés et parfois les expulsions que connaissaient les immigrés politiques, la France était, plus que l'Italie, le pays du travail et de la liberté. On peut donc comprendre que, à la veille de la première guerre mondiale, il n'est pas simple de distinguer entre identification politique des immigrés italiens avec la France, gratitude envers le pays qui leur avait donné la chance d'une vie meilleure et désir de se montrer fidèles à la nation qui les avait accueillis. En même temps, en Italie, la francophilie traduisait une attitude antigouvernementale.
- 10 En effet, au lendemain de l'explosion de ce que l'on appellera la Grande Guerre européenne, et avant la véritable campagne interventionniste dans la péninsule, les divergences et les discussions intérieures à la Gauche italienne « antigiolittiana » s'enflammèrent autour de la perspective d'une nette prise de position en faveur de la

France. La mobilisation italienne en faveur de la France naquit avant tout pour tenter de créer des difficultés au gouvernement de Rome dans ses rapports avec ses alliés et de conjurer l'entrée en guerre du pays aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche.

- 11 Cette mobilisation, qui voulait se présenter comme l'expression de la vraie Italie, s'activa à partir d'août, soit en Italie soit du fait d'Italiens qui résidaient en France, à travers les initiatives parallèles des républicains et des petits-fils de Giuseppe Garibaldi : des mouvements qui connurent superpositions, conflits et moments de confluence.
- 12 Depuis la fin août avait commencé, à l'initiative des petits-fils du Général des Mille, une série de contacts au niveau institutionnel et extra-institutionnel, pour arriver à la création d'un Corps volontaire, capable de faire symboliquement le pont entre la France et l'Italie. Il s'agissait de relancer le mythe « de la chemise rouge en se portant candidate au rôle d'avant-garde politique et militaire d'une guerre fortement idéologisée autour des notions de liberté et d'indépendance des peuples »²⁰.
- 13 Dans les premiers jours de septembre, les accords entre les frères Garibaldi et le Gouvernement français se précisèrent : on avait obtenu l'autorisation de former un Corps de quatre bataillons dont on apprêtait les dépôts à Montélimar et dans les alentours de Nîmes. Les cadres de la formation auraient été constitués d'officiers français et italiens et, en ce qui concernait les Italiens, Peppino Garibaldi devait soumettre ses propositions au ministère de la Guerre. Début novembre, le ministère de la Guerre constituait un régiment garibaldien sur trois bataillons de quatre compagnies chacun. Ils auraient précisément constitué le 4^e régiment de Marche du 1^{er} régiment de la Légion étrangère. On se réservait la possibilité de former un quatrième bataillon avec les nouveaux afflux. Quand les bataillons partirent pour le front le 17 décembre, ils ne comprenaient plus que 1 900 hommes dans leur ensemble.
- 14 La plupart des garibaldiens de 1914 résidaient déjà en France à la veille de la guerre : les plus nombreux d'entre eux s'étaient enrôlés « par amour du pays qui les avait accueillis et nourris »²¹. Dès le début de la mobilisation, fin juillet, « [...] ils ont répondu par milliers [...] à l'appel de Ricciotti Garibaldi – le fils du héros des deux mondes – des dirigeants de la Ligue franco-italienne et de représentants de l'extrême-gauche italienne, membres du parti républicain pour la plupart ou personnalités isolées »²², comme Luigi Campolongo, ancien chef de file du socialisme italien à Marseille et organisateur du mouvement ouvrier immigré dans cette ville à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, qui deviendrait un célèbre antifasciste, et président de la Ligue italienne des droits de l'homme.
- 15 En août 1914 « l'arrivée de Peppino Garibaldi, fils de Ricciotti, et de deux de ses frères, venus de New York *via* Londres, va donner à ce mouvement spontané à la fois une structure et un drapeau »²³. Du reste, le mythe de Garibaldi était fort aussi dans la communauté des immigrés. La majeure partie des volontaires provenant de France travaillait dans les mines, dans les usines, dans les commerces, dans le monde de l'artisanat et des vieux métiers. Certains étaient aussi des exilés et des militants politiques²⁴.
- 16 Mais parmi ceux qui venaient d'Italie, émergeaient les cadres les plus actifs et les plus conscients politiquement :

[Ils] donnaient un sens idéologique et militant à leur engagement. [...] La quasi-totalité d'entre eux se recrutait fondamentalement dans les milieux urbains de la

gauche italienne, républicains, mazziniens, anarchistes, syndicalistes, radicaux francs-maçons, socialistes mussoliniens²⁵.

- 17 Pour ces soldats de la liberté, dont beaucoup se réclament d'un internationalisme des patries conforme à la tradition inaugurée par Mazzini et par Garibaldi lui-même, la justification de la guerre menée aux côtés de la France s'inscrit ainsi dans un système de références culturelles qui est celui de l'extrême gauche italienne, traditionnellement francophile par attachement à la patrie de la démocratie, héritière de 1789, ou plutôt de l'An II. L'Allemagne étant symétriquement perçue comme le symbole du militarisme et de la barbarie autoritaire²⁶.
- 18 Pour ces volontaires donc, au-delà de la France, « deux Europes se dessinaient »²⁷. Camillo Marabini, jeune volontaire républicain, qui deviendra fasciste sans jamais cesser d'être francophile et qui vécut en France longtemps, écrivait :

[...] Les soldats de 1792 iront à la rencontre de nos hommes tombés au combat [...].
 [...] deux fois dans la rupestre Argonne la Révolution a commencé victorieuse.
 En 1792 contre les Autrichiens et les Allemands, pour les droits de l'homme, en 1915, contre les Autrichiens et les Allemands, avec les Italiens et les Français, pour une humanité meilleure, pour le droit, pour la fraternité des peuples²⁸.
- 19 Marabini était convaincu que sur les bords de la Marne on défendait la liberté de l'Europe et que les corps des volontaires pouvaient être une « barricade derrière laquelle on défend une idée »²⁹.

Ce qui s'étend de la mer à la Lorraine, ce n'est pas une masse d'armées ; c'est une formidable barricade, où combat la seconde révolution. En 1789, pour les droits de l'homme. En 1914, pour les droits des nationalités³⁰.
- 20 Selon Marabini il fallait récupérer le sens politique, historique et culturel de la fraternité latine opposée au germanisme :

Deux époques, le passé et l'avenir, s'affrontent, et deux idées : d'une part, celle qui naquit à Rome avec les tribuns et triompha à Paris devant la Bastille, et de l'autre celle qui était dans les yeux des barbares descendus, plus d'une fois au cours des siècles vers le Sud, avides de soleil et de butin³¹.
- 21 Dans les souvenirs de Marabini on retrouve sans doute les traces d'une vision qui lie « union latine » et liberté :

[...] le pays de Galilée, de Giordano Bruno, d'Arnaud de Brescia et de Vico, celui d'Abélard, de Descartes, de Voltaire et de Montesquieu, sont parents, Garibaldi tient des deux, les États-Unis d'Europe se formeront autour des deux États qui sont le berceau de la pensée libre³².
- 22 Mais dans les pages de Marabini on a parfois l'impression qu'une justification ethnique prend le pas sur les arguments politiques et culturels.
- 23 Du reste, certains volontaires « pensaient qu'il fallait sauver la République française, comme ils l'avaient fait en 1870-1871, au nom de la défense de la civilisation latine contre la "barbarie germanique" et instaurer aussi une paix juste et durable pour l'éternité. D'autres, par antimilitarisme et idéal socialiste franc-maçon, entendaient faire la guerre à la guerre »³³ et combattre la dernière bataille contre le militarisme.
- 24 Dans cet engagement, il y avait toutes les contradictions qui conduiront des volontaires à devenir fascistes après la guerre et d'autres à lutter contre la dictature mussolinienne, laquelle produit une nouvelle vague d'émigration politique italienne en France : le *fuoruscismo* ³⁴. Mais pour nombre de ceux qui entrent en France après l'instauration du fascisme, il est difficile de faire la part entre immigration économique et immigration politique, surtout pour les travailleurs qui partaient de l'Italie du nord

et du centre. Un immigré écrivait : « chez nous on ne peut plus vivre. Nous allons en France pour trouver travail et liberté »³⁵. Il s'agit donc d'une période de forte superposition entre migration économique et migration politique et les exilés politiques sont en mesure d'organiser politiquement les masses immigrées, en majorité hostiles au fascisme mais peu empressées de s'engager dans une action militante « qui peut s'achever par un arrêté d'expulsion »³⁶. D'ailleurs, proportionnellement les Italiens se lançaient dans le militantisme beaucoup plus que les représentants des autres nationalités³⁷.

- 25 Comme en 1871 avec la Commune, la France entre les deux guerres mondiales, aux yeux des immigrés transalpins, était le lieu où se réalisaient et où l'on voyait des choses extraordinaires : les cortèges du 1^{er} mai, mais aussi la grandeur de la capitale³⁸.

Paris est vraiment une Babylone – écrivait à sa famille en 1933 Renato Pace, immigré communiste –, hommes de chaque langue et de chaque religion s'y rencontrent, l'étendue de la ville semble sans fin, tant elle est grande. Il est facile de se perdre, mais il y n'a pas à se préoccuper parce que quand on ne sait plus quelle direction prendre, on entre dans la première station du métro et on retrouve le sens de l'orientation. Bruno pourra vous expliquer de vive voix ce que c'est que ce métro et toutes les merveilles de la ville³⁹.

- 26 Mais en tout cas, pour les émigrés politiques de l'entre-deux-guerres, la France est surtout le pays où se réalise l'expérience du Front populaire, qui améliore aussi l'existence des travailleurs et des étrangers. Du reste, on ne peut pas oublier que pendant le fascisme, les *fuorusciti* italiens ne réussirent pas à obtenir le statut de réfugiés, mais la France, en particulier les gouvernements de gauche, choisit de rester fidèle à sa tradition d'accueil, à travers la délivrance de permis de séjour renouvelables. En danger d'expulsion et d'extradition, les Italiens ne sont pas protégés par une garantie juridique, mais doivent compter sur une protection politique : pour l'obtenir, les exilés italiens se présentent comme la « vraie » Italie, en opposition avec l'Italie officielle qui les avait contraints à s'en aller⁴⁰. Il y avait donc deux Italies, mais pour les émigrés politiques il était évidemment très important de savoir laquelle des « deux Frances » prévaudrait : la France progressiste et des droits de l'homme, qui, selon ses Constitutions, accueillit « ceux qui ont été bannis de leur patrie pour la cause de la liberté », ou la France réactionnaire et chauvine.

- 27 Pendant l'entre-deux-guerres, le nombre des réfugiés politiques s'accroît énormément : il s'agit d'un phénomène européen et il « s'élabore une réglementation internationale à laquelle la France, dans l'ensemble, se conforme »⁴¹. La Société des Nations crée en 1921 un Haut-Commissariat aux Réfugiés, dirigé par le Norvégien Nansen, chargé d'abord d'élaborer un statut pour les apatrides, qui ne jouissent de la protection d'aucun État. Selon le système du « passeport Nansen », adopté définitivement par la SDN en juin 1928, les États qui acceptent d'accueillir des apatrides leur délivrent un « passeport Nansen », qui leur donne une identité et un statut international (d'où le nom de réfugiés statutaires), sur lequel veillent des représentants du Haut-Commissariat aux Réfugiés. Ce système s'applique aux Russes blancs, Arméniens, Georgiens, Syriens, Assyro-Chaldéens, Kurdes et Turcs. La France applique la réglementation de la SDN à partir de février 1930. Les garanties accordées à ces catégories de réfugiés sont précisées par la convention de Genève du 28 octobre 1933 : assistance judiciaire, exceptions à la réglementation protégeant le marché du travail national, assistance en cas de maladie, d'accident du travail, d'indigence, droit de créer des sociétés de secours

mutuel, de fréquenter écoles et universités. La France ne ratifie cette convention qu'en décembre 1936, et en émettant des réserves excluant certaines dispositions.

- 28 De ce statut bénéficient en France seulement les 65 000 réfugiés russes et les 63 000 réfugiés arméniens. Quant aux réfugiés fuyant les régimes autoritaires de Hongrie, Italie, Espagne, puis Allemagne, aucune disposition juridique ne les concerne. Les uns et les autres bénéficient seulement des interventions des représentants du Haut-Commissariat de la SDN, qui adressent aux gouvernements des recommandations pour que ces réfugiés ne soient pas refoulés ou expulsés. Mais en France, les autorités n'en tiennent guère compte⁴².
- 29 Dès les années vingt, la situation des émigrés politiques italiens, à l'égal de beaucoup d'autres réfugiés dans l'hexagone, est caractérisée par la précarité du droit d'asile. Lorsqu'ils entrent en France ils n'obtiennent qu'un permis de séjour provisoire : même acceptée, l'admission en France est toujours révocable, notamment à chaque renouvellement de la carte d'identité. En outre les activités des réfugiés sont étroitement surveillées.
- 30 À partir de 1926, devant l'agitation antifasciste menée par les organisations de gauche, avec la participation de nombreux réfugiés politiques, notamment italiens, les autorités donnent du droit d'asile une définition restrictive. Une circulaire de l'Intérieur, du 27 avril 1926, rappelle que les étrangers bénéficiant de l'hospitalité française ont l'obligation de s'abstenir de toute agitation susceptible de troubler la paix publique.

Avertissements, perquisitions, saisies de tracts et d'affiches, interdictions de journaux, poursuites et condamnations se multiplient, provoquant un débat entre la droite, qui réclame l'expulsion de tout étranger troublant l'ordre public, et la gauche, qui demande une réglementation stricte pour éviter l'arbitraire et l'injustice.

[...] La situation des étrangers se détériore encore dans les années trente, car les effets de la crise économique coïncident avec un nouvel afflux de réfugiés. Cet afflux est dû à la fois à l'accroissement du nombre de ceux qui sont obligés de quitter leur pays, et au fait que comme beaucoup d'États n'appliquent pas les conventions internationales et refoulent les réfugiés, ceux-ci se dirigent principalement vers la France qui se montre plus libérale.

[...] les attaques de la droite se dirigent particulièrement contre les réfugiés politiques, antifascistes, juifs, révolutionnaires, terroristes en puissance, éléments dangereux qui menacent de contaminer la communauté nationale. Contre la montée de ce courant xénophobe, les campagnes de la Ligue des droits de l'homme et des organisations de gauche pour la défense du droit d'asile et pour l'adoption d'un statut des émigrés s'avèrent impuissantes.

En ce qui concerne les réfugiés politiques, la remise en cause du droit d'asile, déjà très nette dans les années vingt, s'accroît.

[...] Les prescriptions interdisant aux réfugiés toute liberté d'expression se renforcent, d'où une augmentation sensible du nombre des refoulements et des expulsions⁴³.

- 31 Avec l'avènement du Front populaire, dont les diverses composantes avaient pris la défense des immigrés, la condition des réfugiés devait s'améliorer. En effet, dans la campagne électorale de 1936, la Ligue des droits de l'homme avait demandé aux candidats, pendant la campagne, l'engagement de voter un texte mettant fin à l'arbitraire envers les immigrés politiques. Sous le gouvernement Blum, même si la législation, la réglementation et les prescriptions en ce qui concerne les réfugiés « demeurent pratiquement inchangées [...] toutefois leur application est plus libérale, notamment pour le renouvellement des cartes d'identité (il faut une raison grave pour

le refuser), les naturalisations (31 700 naturalisés, dont la moitié d'Italiens, entre juin 1936 et mai 1938), les arrêtés d'expulsion : à la fin de 1937, environ 6 000 réfugiés qui ont fait l'objet d'un arrêté d'expulsion bénéficiant d'un sursis de départ »⁴⁴.

- 32 Donc, on peut dire que si l'avènement du Front populaire donne beaucoup d'espoirs et alimente de grandes utopies, cette expérience politique est aussi capable de changer, au moins en partie, le vécu concret des émigrés.

Beaucoup d'Italiens ont appris là, dans les villes françaises que les partis ouvriers, la gauche politique, peuvent gouverner un pays démocratique ; ils ont pu voir les résistances et les tensions qui en résultent ; comment ce gouvernement a pu établir un rapport très étroit avec sa base sociale et malgré ça, être balayé ; à quel point, en faisant abstraction des obstacles rencontrés et des erreurs commises, il a pu changer la vie des gens. Pour ces Italiens, les quelques mois du gouvernement Blum ont fait davantage que des décennies de débats et de discussions sur le « ministérialisme » ou sur l'insurrection⁴⁵.

- 33 En effet, si la France du mythe est le pays des secousses révolutionnaires, la France du vécu, pour les émigrés italiens, est souvent le lieu où ils expérimentent des espaces démocratiques d'émancipation.

Pour l'avenir je suis très optimiste – écrivait Alessandro Bianconcini en juin 1936. Ici à Paris on espère tous une ère de grande reprise économique et de liberté. Dans ce dernier mois j'ai éprouvé de grandes satisfactions. Ici à Paris, comme plus ou moins dans toute la France, les ouvriers ont tranquillement occupé toutes les usines où ils travaillaient, et [...] ils y restent jour et nuit où ils y mangent, ils jouent, ils dansent. Tout ceci en signe de protestation contre les patrons et ils demandent : la réduction de l'horaire de travail, l'augmentation des salaires, et autres revendications de caractère hygiénique [*sic*] et de liberté.

Beaucoup de patrons ont déjà cédé, les autres céderont, parce que le gouvernement nouveau, qui existe depuis quelques jours, appuie les ouvriers en grève [...]. Pour nous, étrangers, les avantages sont nombreux. Avec beaucoup de probabilité ils nous donneront les documents pour travailler tranquillement⁴⁶.

Ici, c'est un peu différent – écrivait le communiste Berto Alberti en novembre 1936 –, les ouvriers gagnent encore très bien, c'est-à-dire ils peuvent vivre avec le travail continu qu'il y a maintenant, y compris ce qu'ils ont conquis avec la lutte à travers le Front populaire, qui défend leurs intérêts.

Certainement ce front n'est pas bien vu par les seigneurs de tous les pays, on le voit aujourd'hui en Espagne⁴⁷.

Ici, en travaillant, on se porte vraiment bien – écrivait l'antifasciste Bruno Batisti – et il y a la liberté, qui est la chose la plus belle qui soit⁴⁸.

Regarde maintenant comme on se porte bien ici en France, libres – travail – liberté. Si tu voyais – écrivait le communiste Abramo Maschio en mai 1937 – comme les ouvriers travaillent contents, parce que lorsqu'ils ont fait leur journée, ils savent qu'ils ont bien gagné et qu'ils peuvent vivre sans préoccupations⁴⁹.

- 34 L'antifasciste Pietro Tiepolato voulait décrire à ceux qui étaient en Italie « le 1^{er} mai merveilleux » qu'il avait vécu à Marseille, avec « au moins cent mille personnes » qui :

[...] suivaient le cortège [...] en jouant en chantant l'hymne de l'Internationale [...]. Le cortège est terminé sans aucune discussion, tous frères et amis bien que nous n'étions [*sic*] pas français nous avons été contents⁵⁰.

- 35 Donc, entre les deux guerres mondiales, l'exil dans l'hexagone

[...] ne fournit pas seulement l'occasion d'une maturation politique de l'antifascisme : il représente dans les faits un puissant élément de difficulté, et montre la formidable capacité d'assimilation de la France démocratique et antifasciste, alors dirigée par la gauche. Une France considérablement plus riche que l'Italie et de surcroît, grâce au Front populaire, plus attentive au bien-être et à

la volonté de tous les travailleurs, immigrés compris. Une forte capacité à assimiler surtout les Italiens de gauche, qui dans cette France-là peuvent voir leurs besoins économiques coïncider avec leurs aspirations politiques⁵¹.

36 On peut donc bien comprendre que :

[...] l'effondrement de la France sous le choc de l'offensive nazie eut dans le monde de l'émigration un très fort retentissement, non seulement sur le plan matériel et politique évidemment, mais aussi et peut-être davantage sur le plan culturel et psychologique. Les exilés antifascistes se virent privés du peu de sécurité et de garanties juridiques qu'ils avaient obtenues, mais surtout furent anéantis par l'écrasement d'un mythe culturel et politique profondément gravé dans leur conscience, celui d'une France démocratique, interprète de l'héritage des Lumières et révolutionnaire, rempart sûr contre l'expansion des dictatures. Pour ceux qui avaient laissé l'Italie derrière eux, et trouvé en France les signes visibles d'une expérience républicaine et démocratique en marche, nourrie d'une riche sève historique, de sentiments populaires et combatifs, à laquelle ils pouvaient s'identifier – parfois non sans esprit critique, mais aussi avec des élans de total assentiment – la sensation d'avoir été trahis par la reddition puis par le consensus obtenu par Pétain, fut plus terrible encore. Aux témoignages émus et admiratifs des exilés à leur arrivée, pleins d'enthousiasme pour les rites démocratiques de la société française – la fête de la République, les cortèges du 1^{er} mai – succèdent les expressions d'âcre désillusion et d'abattement stupéfait des textes autobiographiques de la période de la drôle de guerre et de la défaite⁵².

37 En particulier, pour beaucoup d'exilés républicains, « les référents historiques de l'autre guerre participaient d'une expérience biographique précise, et avaient alimenté » leur « confiance en la préparation militaire et plus encore dans la résistance du peuple français, dont la reddition devait les [...] laisser incrédules »⁵³.

38 Le 20 mai 1940, Francesco Cera, républicain turinois, transplanté à Paris depuis 1930, trésorier du PRI en exil, dans une lettre familiale considérait encore « la victoire de la démocratie sur la dictature » comme « mathématiquement certaine », fort de l'expérience qui lui avait appris que « aux heures tragiques de son histoire, la France a toujours eu les hommes de la situation », et était convaincu que le miracle « de l'esprit de sacrifice et de résolution »⁵⁴ de la France lors de la Grande Guerre se répèterait⁵⁵. Pour Silvio Trentin, il s'agissait « d'une débâcle vertigineuse, qui semble annuler d'un seul coup “comme sous l'effet d'un charme maléfique, les valeurs suprêmes de l'une des plus splendides civilisations de l'univers” »⁵⁶.

39 Emilio Lussu aussi, rappelant quelques années plus tard la chute de Paris, ne réussit pas à éviter les formules apocalyptiques : « il semblait que le destin du monde sombrait dans l'abîme des siècles »⁵⁷.

40 Un émigré moins célèbre, Italo Del Preposto, anarchiste, qui avait été volontaire en Espagne, en mai 1940 était reclus dans le camp d'internement du Vernet d'Ariège. Il était en train de se résigner à rentrer en Italie, d'où il s'était enfui sept ans avant pour échapper aux persécutions politiques : il avait perdu l'espoir en tout avenir en France, il ne réussit pas à accepter sa condition de prisonnier dans le pays qui aurait dû être « la dernière tranchée de la liberté »⁵⁸.

NOTES

1. Archivio del Museo Centrale del Risorgimento, Rome, Volume Manuscrit 173. Lettre de Giuseppe Fumagalli, Lugano, 30 juillet 1871.
2. Voir Robert Paris, « L'Italia fuori d'Italia », dans *Storia d'Italia. Dall'Unità a oggi*, X, Turin, Einaudi, 1975, p. 515-521, 544-545.
3. Voir Eva Civolani, *L'anarchismo dopo la Comune. I casi italiano e spagnolo*, Milan, FrancoAngeli, 1981, p. 89-96, 199-219. Voir aussi Maria Grazia Meriggi, *La Comune di Parigi e il movimento rivoluzionario e socialista in Italia (1871-1885)*, Milan, La Pietra, 1980.
4. Luigi Mascilli Migliorini, « La Sinistra storica italiana », dans Aldo Nicosia (dir.), *Il mito della Rivoluzione e la sinistra italiana tra '800 e '900*, Milan, FrancoAngeli, 1991, p. 36.
5. *Ibid.*, p. 44.
6. *Ibid.*, p. 33.
7. Letterio Briguglio, « Gli anarchici », dans Aldo Nicosia (éd.), *Il mito della Rivoluzione...*, op. cit., p. 124. Voir aussi Alessandro Galante Garrone, « L'Italia nel primo centenario della Rivoluzione française », dans Renzo Zorzi (éd.), *L'eredità dell'Ottantanove e l'Italia*, Florence, Olschki, 1992, p. 57-80. Sur les conflits du centenaire en France voir Jean Garrigues, « Il centenario della Repubblica francese : tra polemica e autocelebrazione », dans Massimo Baioni, Fulvio Conti et Maurizio Ridolfi (dir.), *Celebrare la nazione. Grandi anniversari e memorie pubbliche nella società contemporanea*, Milan, Silvana Editoriale, 2012, p. 42-53.
8. Maurizio Ridolfi, « Andrea Costa, il socialismo e l'eredità della Rivoluzione française », dans Aldo Nicosia (dir.), *Il mito della Rivoluzione...*, op. cit., p. 216.
9. Angelo Varni, « I repubblicani », dans Aldo Nicosia (dir.), *Il mito della Rivoluzione...*, op. cit., p. 170-172.
10. Maurizio Ridolfi, « Andrea Costa... », art. cit., p. 227-228.
11. *Ibid.*, p. 229.
12. *Ibid.*, p. 230-233.
13. Angelo Varni, « I repubblicani », art. cit., p. 129.
14. Cité par Maurizio Ridolfi, « Andrea Costa... », art. cit., p. 223.
15. *Ibid.*, p. 223, 231.
16. Voir aussi Éric Vial, « In Francia », dans Piero Bevilacqua, Andreina De Clementi et Emilio Franzina (dir.), *Storia dell'emigrazione italiana*, t. 2, *Arrivi*, Rome, Donzelli, 2002, p. 134-146.
17. Robert Paris, « L'Italia fuori d'Italia », art. cit., p. 546-548.
18. *Ibid.*, p. 543.
19. Sur l'épisode et sur le contexte voir Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris, Fayard, 2010.
20. Mario Isnenghi, « Garibaldi », dans Mario Isnenghi (dir.), *L'Italie par elle-même. Lieux de mémoires italiens de 1848 à nos jours*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2006, p. 408.
21. Hubert Heyriès, *Les garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des chemises rouges en France, de la Grande Guerre à la seconde guerre mondiale*, Nice, Serre Éditeur, 2005, p. 121.
22. Pierre Milza, « La Légion des volontaires italiens dans l'armée française : une antichambre du fascisme ? », dans *id.* (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École Française de Rome, 1986, p. 144.
23. *Ibid.*
24. Hubert Heyriès, *Les garibaldiens de 14...*, op. cit., p. 116-117.
25. *Ibid.*, p. 122.
26. Pierre Milza, « La Légion des volontaires italiens... », art. cit., p. 152-153.
27. Hubert Heyriès, *Les garibaldiens de 14...*, op. cit., p. 127.

28. Camillo Marabini, *La rossa avanguardia dell'Argonna. Diario di un garibaldino alla guerra franco-tedesca (1914-15)*, Rome, Anonima Tipo Editoriale Libreria, 1934 (1915), p. 222-224.
29. *Ibid.*, p. 37.
30. *Ibid.*, p. 4.
31. *Ibid.*, p. 5.
32. Maurice Agulhon, « Le mythe de Garibaldi en France de 1882 à nos jours », dans *id.*, *Histoire vagabonde*, t. 2, *Idéologies et politique dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1988, p. 111-112.
33. Hubert Heyriès, « Le pacifisme de Garibaldi », dans Piero Del Negro (dir.), *Giuseppe Garibaldi tra guerra e pace*, Milan, Unicopli, 2009, p. 48.
34. Voir Simonetta Tombaccini, *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, Milan, Mursia, 1988. Voir aussi *L'Italia in esilio. L'emigrazione italiana in Francia tra le due guerre*, Rome, Presidenza del Consiglio dei ministri, Dipartimento per l'informazione e l'editoria, 1984.
35. Cité par Pierre Guillen, « Le rôle politique de l'immigration italienne en France dans l'entre-deux-guerre », dans Pierre Milza (dir.), *Les italiens en France de 1914 à 1940*, *op. cit.*, p. 323.
36. Pierre Milza, « Introduction générale du colloque », dans *L'immigration italienne en France dans les années 20*, Paris, CEDEI, 1988, p. 9.
37. Ralph Schor, « L'image de l'Italien dans la France de l'entre-deux-guerres », dans Pierre Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, *op. cit.*, p. 101.
38. Voir aussi Pierre Milza, « Introduction et problématique générale », dans *L'émigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, Rome, École Française de Rome, 1991, p. 8 : « Dans les migrations de toute nature mais principalement d'ordre politique » il y a « un double mythe de Paris : à la fois le Paris libertin et le Paris de la Liberté, le Paris de la Fête impériale et de la “Belle Époque” et le Paris des barricades, la “ville-lumière”, au sens matériel du terme, et la “ville des Lumières” », etc. »
39. Archivio centrale dello Stato, Roma, Ministero dell'Interno, Direzione generale pubblica sicurezza, Divisione affari generali e riservati, Casellario Politico Centrale (désormais ACS, CPC), b. 3633. Lettre de Renato Pace à sa famille, Paris, le 27 avril 1933.
40. Costanza Di Ciommo Laurora, « Caso Battisti o casi Battisti ? La Francia di fronte al fuoriuscitismo politico italiano », *Dimensioni e problemi della ricerca storica*, n° 2, 2012, p. 255-257, note 265. Voir aussi Gérard Noiriel, *Réfugiés et sans-papier. La République face au droit d'asile, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1991.
41. Pierre Guillen, « L'évolution du statut des migrants en France aux XIX^e-XX^e siècles », dans *L'émigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, *op. cit.*, p. 40.
42. *Ibid.*, p. 40-41.
43. *Ibid.*, p. 42-46.
44. *Ibid.*
45. Giorgio Careda, « Socialistes et communistes italiens en France », dans Pierre Milza et Denis Peschanski (dir.), *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 531-532.
46. ACS, CPC, b. 629. Lettre de Alessandro Bianconcini à sa mère, Paris, le 10 juin 1936.
47. ACS, CPC, b. 47. Lettre de Berto Alberti à son frère, Paris, le 11 novembre 1936.
48. ACS, CPC, b. 403. Lettre de Ugo Batisti à ses beaux-frères, Marseille, le 24 octobre 1938.
49. ACS, CPC, b. 3122. Lettre de Abramo Maschio à sa mère, Valentigney, le 31 mai 1937.
50. ACS, CPC, b. 5905. Lettre de Pietro Tiepolato, Marseille, le 10 mai 1937.
51. Giorgio Careda, « Socialistes et communistes italiens en France », *art. cit.*, p. 532.
52. Élisabeth Signori, « Républicains et giellistes en France entre guerre d'Espagne et Résistance », dans Pierre Milza et Denis Peschanski (dir.), *Exils et migrations...*, *op. cit.*, p. 556-557.
53. *Ibid.*, p. 557.
54. *Ibid.*

55. Selon Romano Cocchi, président de l'Union populaire italienne, « encore une fois comme en 70, vers 1914, la France incarnait « la cause universelle de la civilisation ». Voir Éric Vial, *L'Union populaire italienne 1937-1940. Une organisation de masse du parti communiste en exil*, Rome, École française de Rome, 2007, p. 387.

56. *Ibid.*, p. 558.

57. *Ibid.*

58. ACS, CPC, b. 1703. Lettre d'Italo Del Preposto à sa famille, Vernet d'Ariège, le 29 avril 1940.

RÉSUMÉS

Dans la réalité et dans l'imaginaire, la France est terre d'asile et lieu d'accueil pour les exilés : l'article qui suit analyse mobilisations et émigrations politiques de l'Italie vers la France à partir des événements de 1870-1871 jusqu'à l'entre-deux-guerres. À l'époque du Front Populaire, en particulier, les *fuorusciti* italiens, dépourvus de garanties juridiques, doivent compter sur la protection politique du gouvernement français, qu'ils tentent d'obtenir en se présentant comme la « vraie » Italie, en rupture avec l'Italie officielle et fasciste qui les a poussés à l'exil.

In reality as in representations, France is a land of asylum and a host country for exiles: this paper analyses political mobilization and migration movements from Italy to France, from the events of 1870-1871 to the interwar period. At the time of the Popular Front in particular, the Italian *fuorusciti* who were deprived from any legal status had to count on the French government's political protection. They attempted to secure this protection by presenting themselves as the tenants of "true" Italy, in contrast with the official fascist Italy that had driven them into exile.

INDEX

Mots-clés : Italie, France, émigration, Front populaire, fascisme, République

Keywords : Italy, France, emigration, popular Front, fascism, Republic

AUTEUR

EVA CECCHINATO

Eva Cecchinato est chercheur à l'Université Ca' Foscari de Venise. Ses travaux portent surtout sur le *Risorgimento* italien, sur le garibaldisme aux XIX^e et XX^e siècles, sur le volontariat militaire et politique international. Elle prépare un travail sur les volontaires italiens antifascistes en Espagne pendant la guerre civile (1936-1939). Auteur de *Camicie rosse. I garibaldini dall'Unità alla Grande Guerra*, 2007 (2^e éd. 2011).